

# **La conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), cadre de coopération stratégique pour le commerce et l'investissement entre l'Afrique et l'Asie**

**Nicholas N. GOUEDE**  
Spécialiste de programme  
Bureau de la TICAD/PNUD Afrique  
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)  
New York

## **Résumé**

### **La TICAD, cadre de coopération stratégique pour le commerce et l'investissement entre l'Afrique et l'Asie**

La TICAD, cadre de coopération stratégique pour le commerce et l'investissement entre l'Afrique et l'Asie, est présentée ici comme l'un des fondements du partenariat renforcé défini dans le huitième Objectif du millénaire pour le développement (OMD), en particulier afin de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) sur le continent africain. Cet article présente les résultats et les enseignements du quatrième Forum Afrique-Asie pour les affaires (FAAA IV), qui s'est tenu du 12 au 14 février 2007 à Dar es Salaam, en Tanzanie. Il propose aussi un bref aperçu des FAAA antérieurs, ainsi qu'une analyse de leur orientation stratégique, notamment en ce qui concerne l'aide au financement des PME africaines et la participation accrue des femmes au commerce et à l'investissement au niveau international.

## 1. Introduction

Le commerce est l'un des moteurs les plus efficaces de la croissance et du développement socioéconomiques à l'échelle du globe. Sur les marchés mondiaux d'aujourd'hui, où les changements sont rapides et souvent imprévisibles, l'Afrique vend principalement des produits primaires, qui entrent pour plus des deux tiers dans le total des exportations. Le pétrole brut est la première exportation de ce continent. De nombreux pays africains exportent des ressources minérales et minières, mais aussi des produits de l'agriculture et de la pêche. D'autres exportent des biens manufacturés, surtout des textiles et des vêtements.

Outre les denrées alimentaires, l'Afrique importe essentiellement des équipements de transport et de communication. Selon la Banque mondiale<sup>1</sup>, les statistiques révèlent que les pays de cette région, de plus en plus industrialisés, font désormais partie intégrante de la chaîne d'approvisionnement mondiale dans les secteurs d'activité concernés. Les exportations de l'Afrique vers l'Asie ont affiché une croissance rapide au cours de la dernière décennie. Elles ont représenté 14,2% du total en 2000, contre 7,7% en 1990.

Dans ce contexte, l'Asie est devenue un important partenaire de l'Afrique pour le commerce et l'investissement. Il est utile de rappeler ici que, depuis l'organisation de la TICAD I, en 1993, le commerce entre l'Asie et l'Afrique a progressé spectaculairement, même s'il reste faible par rapport au niveau global des échanges de l'Asie et à son potentiel. Sur le total des recettes d'exportation de l'Afrique, estimées à quelque 134 milliards d'USD par an (moyenne 2001-2003), 15% proviennent des ventes à l'Asie. En valeur, la croissance de ces exportations (+10% environ par an) est supérieure à celle observée pour l'Union européenne ou les États-Unis.

Sur la même période, l'Asie en développement a nettement accru ses importations en provenance du continent africain. Ainsi, la Chine, qui est maintenant la quatrième économie mondiale derrière les États-Unis, le Japon et l'Allemagne, le deuxième consommateur d'énergie et le troisième partenaire commercial de l'Afrique, avec près d'un milliard d'USD d'investissements chaque année, fait venir environ 30% de son pétrole et de son gaz d'Afrique subsaharienne. Notons que, ces dernières années, les relations de l'Afrique avec la Chine, le pays le plus peuplé et première économie en développement au monde, sont entrées dans une nouvelle ère. Il ressort des statistiques douanières de la Chine que les échanges avec l'Afrique sont passés d'environ 1 milliard d'USD en 2001 à 4 milliards en 2005. Le commerce entre l'Inde et l'Asie a, lui aussi, grimpé en flèche : 890 millions d'USD en 1991 et 6 milliards en 2004.

---

1. Toshihiro Toyoshima, Yutaka Yoshino et Chad Leechor (2004), *Patterns of Africa-Asia Trade and Investment: Potential for Ownership and Partnership*. Groupe de la Banque mondiale. Washington, D.C., États-Unis.

L'Union européenne (UE) applique un vaste système de préférences commerciales aux produits de nombreux pays d'Afrique qui entrent sur son marché. Cependant, certains produits agricoles souvent considérés comme des exportations stratégiques pour l'Afrique restent exclus de ce dispositif, d'où des relations commerciales de plus en plus tendues entre ces deux régions. Les spécialistes du commerce en Afrique estiment que, sur ce continent, l'investissement et la concurrence de la Chine pourraient contraindre l'UE à élaborer de nouveaux accords d'échanges et à engager des négociations plus équitables avec leurs partenaires africains. De plus, la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA), qui autorise l'exportation d'environ 1 800 lignes de produits en franchise de droits vers les États-Unis, a nettement dynamisé les échanges entre l'Afrique et l'Amérique du Nord, et tout particulièrement avec les États-Unis.

Une analyse de l'investissement direct étranger (IDE) de plusieurs pays d'Asie en Afrique montre que le commerce en est la principale motivation. Il est intéressant d'observer que l'investissement asiatique en Afrique revêt trois formes : soit il est axé sur les produits destinés à être vendus à l'Asie (ressources naturelles et matières premières transformées), soit il cible les marchés locaux africains (où il est limité par la petite taille de ces marchés et par les coûts de transaction élevés, liés au manque d'infrastructures efficaces), soit il est centré sur le marché mondial, c'est-à-dire, le plus souvent, sur l'UE ou sur les États-Unis. L'IDE chinois et indien en Afrique a progressé ces cinq dernières années<sup>2</sup> : celui de la Chine atteignait 1,18 milliard d'USD à la mi-2006.

De son côté, le Japon manifeste clairement son ouverture et sa volonté de jouer un rôle encore plus grand dans le développement de l'Afrique. Sur la seule année 2004, il a investi 203 millions d'USD sur ce continent, et ses investisseurs prennent part à un certain nombre de grosses opérations<sup>3</sup> dans des pays africains. Il s'agit notamment de Mitsubishi Corporation au Mozambique, de Japan Oil Gas and Metals National Corporation en Libye et de Oji Paper Company Ltd., l'un des principaux fabricants japonais de papier et de pâte à papier, en Tanzanie. Il importe de noter que le Japon, dont la plupart des investissements restent destinés aux activités non manufacturières, s'intéresse de plus en plus à des marchés de niche. C'est par exemple le cas avec le projet que Sumimomo Chemical a lancé pour accroître sa production de moustiquaires anti-paludisme en Tanzanie. L'Afrique du Sud est un autre partenaire commercial de premier plan pour le Japon, surtout dans l'automobile. En 2006, le groupe Isuzu Motors a annoncé qu'il allait créer dans ce pays une co-entreprise avec General Motors.

2. Harry Broadman (2007), *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*, Groupe de la Banque mondiale. Washington, D.C., États-Unis.

3. Africa Investor (janvier-février 2007), *Tokyo means business for Africa's small business*, Londres, Royaume-Uni.

Les statistiques relatives aux échanges font état d'importantes perspectives d'expansion des relations commerciales et financières entre l'Afrique et l'Asie. Pour progresser nettement dans cette direction, il faut renforcer des initiatives inédites, telles que le Processus de la TICAD, de manière à promouvoir un dialogue stratégique entre pays d'Afrique et d'Asie et à sensibiliser davantage aux opportunités de fusions d'entreprises dans ces deux régions.

La mise à profit de la TICAD, cadre de coopération stratégique pour le commerce et l'investissement entre l'Afrique et l'Asie, est présentée ici comme l'un des fondements d'un partenariat renforcé qui doit contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en Afrique<sup>4</sup>, et notamment de l'Objectif 8 : « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement ».

Cet article présente les résultats et les enseignements du quatrième Forum Afrique-Asie pour les affaires (FAAA IV). Il propose aussi un bref aperçu des FAAA antérieurs, ainsi qu'une analyse de leur orientation stratégique, notamment en ce qui concerne l'aide au financement des PME africaines et la participation accrue des femmes au commerce et à l'investissement au niveau international.

## 2. La TICAD, cadre de coopération pour le commerce et l'investissement

L'initiative TICAD a été lancée en 1993 afin de promouvoir un dialogue de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires au développement<sup>5</sup>. Elle est entre-temps devenue l'un des principaux cadres mondiaux visant à faciliter la mise en œuvre de programmes encourageant le développement de l'Afrique. Elle repose sur le principe de « l'appropriation » du processus de développement par les Africains eux-mêmes et sur le principe d'un « partenariat » international. L'une de ses composantes centrales est la coopération entre l'Asie et l'Afrique.

La TICAD bénéficie de l'appui conjoint de ses co-organisateur : le Japon, le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (UNOSAA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale. Ses parties prenantes sont tous les pays africains et leurs partenaires au développement, notamment les pays d'Asie, les autres pays donateurs, les institutions internationales, les organisations de la société civile et le secteur privé. Les co-organisateur de la TICAD travaillent ensemble afin que l'attention mondiale reste centrée sur le développement de l'Afrique.

---

4. *L'Afrique et les Objectifs du Millénaire pour le développement. Le point en 2007*. Document publié par le Département de l'information des Nations Unies (DPI). DPI/2458. New York, États-Unis.

5. Bureau de la TICAD/PNUD Afrique. Brochure de 2005. *Forging Strategic Partnerships for Africa's Development*. New York, États-Unis.

Le Processus de la TICAD contribue fortement à mobiliser l'intérêt de la communauté internationale en faveur du développement de l'Afrique. La première conférence de la TICAD (TICAD I) s'est tenue en 1993. Les co-organisateurs étaient alors déterminés à inverser la tendance à la réduction, depuis la fin de la guerre froide, de l'aide au développement destinée à l'Afrique. En adoptant la Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique, les participants ont prôné la poursuite des réformes politiques et économiques, l'expansion du secteur privé, la coopération et l'intégration régionales, ainsi que la mise à profit de l'expérience de l'Asie, sur le continent africain.

En 1998, une deuxième conférence (TICAD II) a réitéré l'engagement à relever les défis du développement en Afrique. Ses deux principaux thèmes, la lutte contre la pauvreté et l'intégration de cette région dans l'économie mondiale, ont débouché sur l'adoption du Programme d'action de Tokyo (TAA). Celui-ci établit un cadre de coopération et invite à identifier des objectifs et des cibles spécifiques dans des domaines clés tels que le développement humain. C'est le cas en particulier pour l'éducation et la santé, le développement économique, notamment l'essor du secteur privé et l'agriculture, et les fondements du développement, comme la gouvernance, la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

En 2003, une troisième conférence (TICAD III) a explicitement pris l'engagement de soutenir le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), programme de l'Union africaine (UA) et schéma directeur pour la croissance et le développement socioéconomiques en Afrique. La TICAD III a eu lieu à Tokyo. Elle a rassemblé de hauts dirigeants africains (23 chefs d'État) et 10 responsables d'organisations internationales. Elle a été saluée comme l'une des plus grandes conférences sur le développement de l'Afrique. Adoptée lors de cette conférence, une déclaration politique, la « Déclaration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la TICAD », a réaffirmé l'engagement des dirigeants en faveur du développement de ce continent.

La Conférence sur le commerce et l'investissement entre l'Asie et l'Afrique (AATIC), qui s'est tenue à Tokyo en novembre 2004, est l'une des grandes rencontres qui a fait suite à la TICAD III. Elle a encouragé à « réduire la pauvreté via la croissance économique » et à soutenir « la coopération Asie-Afrique ». À cette occasion, les autorités japonaises ont fait quatre propositions : 1) formulation d'une politique appropriée, afin d'établir un socle industriel, 2) développement des produits centré sur l'amélioration de la qualité, de façon à accroître la compétitivité, 3) autonomisation des petites et moyennes entreprises (PME) générant du chiffre d'affaires et des emplois au niveau local, et 4) promotion d'une contribution sociale par les entreprises privées, de manière à favoriser une croissance équitable.

En 2008, la quatrième conférence de la TICAD (TICAD IV) cherchera à mobiliser les efforts de la communauté internationale pour aider l'Afrique à continuer d'accomplir de nets progrès sur la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité.

### 3. Le forum Afrique-Asie pour les affaires (FAAA)

Sur les quinze dernières années, l'initiative TICAD a suscité une vague d'activités innovantes, qui visent à réduire la pauvreté grâce à la croissance économique. Les effets du Processus de la TICAD se font sentir dans un large éventail de secteurs et de domaines clés, tels que la construction de la paix, devenue un nouveau pilier du programme de coopération internationale du Japon. Dans le cadre de plusieurs processus de paix engagés en Afrique, ce pays a décaissé plus de 550 millions d'USD ces dernières années, dont, en mars 2005, environ 60 millions d'USD d'aide à 14 pays d'Afrique. En ce qui concerne la gouvernance, les parties prenantes à la TICAD appuient le projet du NEPAD axé sur un mécanisme africain d'examen par les pairs.

Dans l'agriculture, le « Nouveau riz pour l'Afrique » (NERICA), issu du croisement entre le riz asiatique à haut rendement et le riz d'Afrique de l'Ouest très résistant, a été largement diffusé dans le cadre de la TICAD. Via le Processus de la TICAD, le Japon défend ardemment la poursuite de l'aide à la diffusion accrue du NERICA et du soutien au développement de la recherche et de la politique agricoles. En outre, il participe activement à la distribution de moustiquaires imprégnées en Afrique. En 2007, il a fourni 10 millions de moustiquaires traitées aux insecticides longue durée, au titre des « actions à gain rapide » mentionnées dans le rapport sur le Projet du Millénaire.

L'initiative TICAD offre une opportunité sans précédent pour une vaste coopération Afrique-Asie dans les domaines du commerce et de l'investissement. À la suite de la TICAD II, en 1998, des entreprises asiatiques et africaines sélectionnées sur la base de certains critères ont pu négocier face à face lors de trois forums Afrique-Asie pour les affaires (FAAA). Deux grandes rencontres ont eu lieu entre la TICAD II et la TICAD III : l'une à Kuala Lumpur (Malaisie), en octobre 1999, entre 110 représentants d'entreprises africaines et asiatiques, l'autre à Durban (Afrique du Sud), en juillet 2001, avec plus de 140 participants venant de plus de 120 entreprises africaines et de 60 entreprises asiatiques. Le FAAA III s'est tenu en 2004 à Dakar, au Sénégal.

Lancée par le Japon dans le cadre de la TICAD, la série de FAAA a été conçue en tant qu'initiative Sud-Sud par laquelle l'expérience de l'Asie (c'est-à-dire ses succès comme ses échecs économiques), associée à la présence croissante d'investisseurs asiatiques en Afrique, peut créer des opportunités importantes et viables de développement des entreprises, pour le bénéfice mutuel de ces deux régions. Tous les FAAA qui ont déjà été organisés avaient pour objectif d'instaurer des conditions plus propices à l'identification de partenaires pour de futures co-entreprises et à accroître les flux d'IDE et d'échanges entre l'Asie et l'Afrique. Ensemble, les FAAA I, II et III ont débouché sur des perspectives commerciales se chiffrant à plus de 100 millions d'USD.

Ces FAAA ont démontré que les entreprises africaines avaient de plus en plus besoin d'améliorer leur capacité de production en acquérant des technologies et des équipements de meilleure qualité, afin de maintenir leurs coûts de fabrication à un niveau rentable. Les FAAA I et II ont tout particulièrement apporté la preuve que certaines entreprises asiatiques pouvaient fournir dans ce cadre des équipements comparables (capacité et efficacité équivalentes) à ceux proposés par des groupes de réputation internationale comme UNILEVER ou General Electric.

Avec l'harmonisation mondiale, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'emballage des produits, des normes de qualité et de l'offre de services, les FAAA constituent, pour nombre d'entreprises africaines récentes qui souhaitent s'implanter sur des marchés étrangers, une plateforme attrayante pour explorer des solutions et des moyens qui leur permettront d'atteindre leurs objectifs de développement.

Le quatrième Forum Afrique-Asie pour les affaires (FAAA IV) s'est donc inscrit dans la continuité des précédents : il s'agissait de permettre au secteur privé de contribuer significativement à l'évolution du développement économique et social de l'Afrique à l'heure où les entreprises opèrent dans un environnement de plus en plus concurrentiel et mondial.

#### **4. Résultats du quatrième Forum Afrique-Asie pour les affaires (FAAA IV)**

Le FAAA IV s'est tenu du 12 au 14 février 2007 à Dar es-Salaam, en République-unie de Tanzanie, parallèlement à un symposium sur le financement des petites et moyennes entreprises (PME) organisé du 14 au 16 février 2007 par Technonet Africa, réseau soutenu par l'Unité spéciale du PNUD pour la coopération Sud-Sud. Depuis le lancement de la série des FAAA, c'était la première fois que tous les co-organisateur de la TICAD participaient activement aux préparatifs, avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Tanzanie. Le Japon était représenté par son vice-ministre des affaires étrangères, Masayoshi Hamada, et le pays hôte par son Président, Jakaya Kikwete.

L'ONUDI a apporté une assistance technique via TICAD Exchange<sup>6</sup>, un réseau Web qui vise à améliorer la base d'informations sur le commerce et l'investissement pour permettre d'identifier de nouvelles opportunités d'affaires. Ce réseau a également pour objectif de proposer une interface en ligne permettant l'échange d'informations entre utilisateurs. Il présente ainsi des indicateurs macroéconomiques et microéconomiques, des chiffres relatifs à la production industrielle, les politiques commerciales et d'investissement, la législation et la réglementation des pays d'Afrique.

6. Ce réseau a été développé et est géré par le Bureau de la TICAD/PNUD Afrique, avec l'assistance technique de l'ONUDI. Il est entièrement financé par le Japon.

C'est le premier FAAA auquel des entreprises japonaises et nord-africaines ont participé. Une invitation a aussi été adressée pour la première fois à la diaspora africaine, par l'intermédiaire de Business Action for Africa, un réseau international basé à Londres, qui rassemble des entreprises et des organisations professionnelles africaines.

Le programme a attiré un public nombreux. Il incluait une présentation de l'initiative « Un produit dans chaque village » par les « 3J », à savoir la JICA (Agence japonaise de coopération internationale), la JBIC (Banque japonaise de coopération internationale) et la JETRO (Organisation japonaise du commerce extérieur), un déjeuner-rencontre entre entreprises, présidé par la Standard Chartered Bank et organisé par la Tanzania Private Sector Foundation, ainsi qu'un exposé de la JBIC et de la FASID (Fondation japonaise pour les études avancées sur le développement international) sur les résultats des travaux de recherche consacrés aux *clusters* industriels. Les stands d'exposition que les participants avaient achetés pour présenter leurs produits (Sumimoto Chemical, par exemple, a distribué gratuitement des moustiquaires) et éventuellement les vendre, ont, eux aussi, reçu beaucoup de visiteurs, dont le président Kikwete en personne, et ont créé une ambiance de « marché » pendant le forum.

Deux cent soixante-neuf (269) entreprises, parmi lesquelles 228 d'Afrique et 41 d'Asie, avaient déposé une demande de participation au FAAA IV. À l'issue d'un processus de sélection très strict, 212 représentants de 160 sociétés ont obtenu l'autorisation de prendre part au forum. Les entreprises africaines venaient notamment du Cameroun (10), du Nigeria (16), d'Afrique du Sud (14), de Tanzanie (64) et du Zimbabwe (24), et les entreprises asiatiques de Chine (3), d'Inde (1), du Japon (7), du Pakistan (6), de Singapour (2), du Sri Lanka (1) et de Thaïlande (13). Une vingtaine de participants étaient des femmes et une quinzaine de sociétés dirigées par des femmes étaient présentes, avec une forte proportion originaire du Zimbabwe.

Le FAAA IV a permis la signature de cent dix-huit (118) protocoles d'accord<sup>7</sup>. Quatre-vingts (80) protocoles représentaient un total de 156 millions d'USD, soit un peu plus que la valeur cumulée officielle des trois premiers forums (152,9 millions). D'après les estimations, les protocoles d'accord, dont la valeur n'a pas été révélée, se sont chiffrés au total à plus de 42 millions d'USD. Ajouté à la valeur officielle, ce montant aurait largement dépassé celui des trois FAAA précédents.

La plupart de ces contrats étaient axés sur le commerce. Parmi eux, 63% constituaient exclusivement des alliances commerciales et quelque 10% (11 contrats) des accords d'investissement. Plusieurs couplaient commerce et investissement, commerce et technologie ou investissement et transfert de technologies. La composante Afrique-Asie de la série des FAAA devrait, par conséquent, accroître la probabilité de ce type d'alliance. À cette fin, il pour-

---

7. *Final Report on the Fourth Africa-Asia Business Forum (AABF IV)*, 12-14 février 2007, Dar es Salaam, Tanzanie. New York, États-Unis.

rait néanmoins être nécessaire d'organiser un forum plus ciblé, avec moins de participants.

L'analyse sectorielle révèle que c'est dans l'agro-industrie que les protocoles d'accord ont été les plus nombreux et que leur montant a été le plus élevé. On trouve ensuite les secteurs du matériel médical/des produits pharmaceutiques, des textiles/vêtements et des produits chimiques. Vingt-trois (23) des 118 protocoles d'accord ont concerné à la fois des projets d'échanges commerciaux et d'investissement, 73 protocoles ont uniquement porté sur le commerce et 10 exclusivement sur l'investissement. Soixante-neuf (69) protocoles d'accord devaient trouver un financement, parmi lesquels 23 ont identifié des bailleurs de fonds potentiels.

Les contrats Afrique-Asie et les contrats intra-africains étaient représentés quasiment à parts égales dans les protocoles d'accord. Les premiers (58 protocoles) ont été évalués à 88,1 millions d'USD, et les seconds (57 protocoles) à 64,3 millions d'USD. Des entreprises asiatiques s'étant jointes à certains contrats intra-africains, ceux-ci sont devenus des accords de coopération tripartite uniques en leur genre. Les contrats passés par les entreprises tanzaniennes ont constitué 52% de la valeur totale et totalisé 79,6 millions d'USD, pour 40 protocoles d'accord. Quelque 83% des protocoles d'accord asiatiques ont été conclus par des entités pakistanaises, pour un total de 73,1 millions d'USD.

C'était en outre la première fois que des sociétés japonaises étaient invitées à participer à un FAAA. Cette décision reconnaissait leur forte présence en Afrique. De plus, les organisateurs du FAAA ont cherché à élargir les opportunités d'investissement sur ce continent en ciblant certains secteurs de l'économie japonaise, tels que les mines et l'énergie. Dix entreprises japonaises ont ainsi participé, dont 5 ont signé des protocoles d'accord. Ces contrats ont été évalués à 8,5 millions d'USD, pour 10 protocoles d'accord. Le plus gros pesait 6,5 millions d'USD et a été passé avec une société rwandaise opérant dans l'énergie.

La composante intra-africaine du FAAA IV a produit des résultats impressionnants, montrant qu'elle devait gagner en importance à l'avenir et qu'il fallait un suivi stratégique pour soutenir les contrats signés et permettre leur mise en œuvre fructueuse.

Le FAAA IV a su attirer plusieurs banques commerciales, comme la Standard Chartered Bank (Tanzanie), la Bank of Industry (Nigeria), la Kingdom Bank (Zimbabwe et Tanzanie) et la Bank of Tokyo (succursale de Johannesburg). La Société financière internationale (bureau de Nairobi) a, elle aussi, participé à ce forum.

Le rôle joué par le secteur privé, ainsi que l'aide multilatérale et bilatérale apportée aux pays en développement, encourage souvent des efforts destinés à associer davantage les entreprises dirigées par des femmes aux flux commerciaux et à l'investissement. C'est jusqu'ici le FAAA IV qui a le mieux répondu à cet objectif: il a attiré 15 de ces entreprises et environ 20% de ses participants étaient des femmes.

Il est possible de lutter efficacement contre la pauvreté en soutenant l'entrepreneuriat local et les initiatives des femmes dans le domaine du commerce. Créé en 1995 par le Japon dans le cadre de la TICAD, le JWIDF (Fonds japonais pour la promotion de la femme) appuie les efforts déployés par le PNUD pour donner aux femmes davantage d'autonomie. Il a pour finalité de renforcer leurs capacités via des projets novateurs relatifs à l'éducation, à la santé et à la participation économique et sociale. Il finance ainsi de nombreux projets nationaux, régionaux ou mondiaux, notamment en Afrique du Sud, en Tanzanie et au Rwanda.

L'une de ces actions concrètes génératrices de revenus, qui est menée au titre de l'initiative japonaise « Un produit pour chaque village » et qui vise à promouvoir le développement rural en encourageant des localités à concevoir des produits spécifiques portant leur signature, est, par exemple, la création d'une coopérative de femmes qui fabrique des savons au beurre de karité à Tamale, dans le nord du Ghana. Ces femmes viennent de réussir à commercialiser leur production sur le marché international, notamment dans des boutiques au Japon.

## **5. Vers la mise en place d'un mécanisme de financement**

Le financement constitue peut-être le volet le plus critique des plans de suivi stratégique des FAAA. Il est donc très significatif que le FAAA IV se soit déroulé parallèlement à un symposium sur le financement des PME. Ce symposium, qui était géré et coordonné par l'Unité spéciale du PNUD pour la coopération Sud-Sud, a attiré plusieurs banques et spécialistes du financement, dont la Bank of Industry (Nigeria) et la Kingdom Bank (Tanzanie et Zimbabwe). Les synergies entre les deux événements devaient permettre d'affirmer un objectif et des résultats communs.

La mise en place, après la tenue du FAAA IV, d'un mécanisme de financement répondant aux besoins des PME africaines pose néanmoins des difficultés considérables. Chaque FAAA a certes débouché sur la signature d'un grand nombre de protocoles d'accord, mais, en général, l'élan insufflé par cet événement et par l'espoir d'une réalisation fructueuse des projets retombe peu après. Ce phénomène s'explique principalement par la non-disponibilité des moyens financiers nécessaires pour aider les partenaires africains à honorer leurs obligations définies dans les contrats, ainsi que par l'incapacité des entreprises d'Afrique à obtenir des capitaux pour concrétiser nombre des accords signés.

On constate que le problème tient au fait qu'en Afrique, le secteur bancaire commercial n'est pas à même de satisfaire à la plupart des besoins de financement des entreprises.

Au titre de son Initiative d'assistance au secteur privé (EPSA) en Afrique, le Japon a alloué des fonds qui seront administrés par la Banque africaine de

développement (BAD), en vue de développer ce secteur. Les organisateurs du FAAA IV sont convenus d'élaborer avec la BAD un projet portant sur un mécanisme permettant d'élargir l'accès des PME africaines au financement EPSA, à la lumière de l'expérience acquise dans la gestion de ces fonds japonais.

L'argument avancé pour justifier le soutien du Japon est que ce pays est le plus important contributeur au FAAA, dans le cadre de la TICAD, et que le FAAA est une excellente initiative représentative du dialogue Sud-Sud, qui devrait permettre aux PME participantes de bénéficier d'un mécanisme de financement viable et flexible. Le mécanisme envisagé serait assorti de modalités souples et raisonnables, et géré par une équipe-projet chargée d'examiner, de suivre et d'administrer les contrats répondant aux critères de financement requis. Ce mécanisme est plus que jamais important car il apparaît que 75% des accords issus du FAAA IV cherchent un financement.

Le PNUD a engagé des négociations avec le ministère des Affaires étrangères du Japon, la JBIC et la BAD afin de donner une suite concrète au FAAA IV, sous la forme d'un mécanisme de financement viable. Cette proposition a été accueillie favorablement par les autorités japonaises. C'est également le PNUD qui coordonne les efforts visant à mener à bien ce projet.

## 6. Conclusion

Les flux d'échanges commerciaux et d'investissement entre l'Afrique et l'Asie sont porteurs de grandes perspectives de croissance et de développement socioéconomique pour l'Afrique. Cependant, diverses réformes sont nécessaires dans ces deux régions, notamment la suppression des droits de douane appliqués par l'Asie aux principales exportations africaines, ainsi que l'élimination des droits de douane prélevés par l'Afrique sur certains facteurs de production et qui nuisent à la compétitivité de ses propres exportations, des réformes destinées à améliorer les institutions de base relatives au marché en Afrique, la mise en place d'une infrastructure facilitant le commerce, afin de comprimer les coûts de transaction (formalités douanières, transport, communication, etc.), des réformes visant à avancer le gouvernement d'entreprise et à instiller une culture de la responsabilité sociale des entreprises, et des réformes encourageant les interdépendances entre investissement et commerce, de façon à permettre aux milieux d'affaires africains de participer aux réseaux mondiaux modernes de partage de la production, qui découlent des investissements asiatiques en Afrique.

Composante clé de la TICAD, la série de FAAA suscite beaucoup d'intérêt depuis son lancement. Néanmoins, au delà des protocoles d'accord signés et des réseaux créés, elle pâtit du manque d'accès des entreprises africaines aux financements nécessaires pour mettre en œuvre nombre des contrats signés durant ces forums. Il faut donc poursuivre résolument les efforts visant à instaurer avec la BAD un projet portant sur un mécanisme permettant d'élar-

gir l'accès des PME africaines au financement EPSA, à la lumière de l'expérience acquise dans la gestion des fonds japonais.

Parallèlement, les analystes qui observent les flux d'échanges et d'investissement entre l'Afrique et l'Asie sont fortement invités à prôner l'instauration d'un climat de confiance entre les chefs d'entreprise africains eux-mêmes, qui doivent s'appuyer sur leur diversité et leurs avantages comparatifs pour promouvoir les transactions et pour encourager les investissements qui créent des emplois et ont des répercussions positives en termes de soutien à l'économie locale naissante. Le FAAA IV peut largement contribuer à accroître le rôle joué par le secteur privé en Afrique.

Il faudrait en particulier que cette contribution du FAAA, qui tient une place importante dans les préparatifs pour la TICAD IV, prévue du 28 au 30 mai 2008 à Yokohama (Japon), parvienne à transformer un événement en un processus, via : l'intégration d'un mécanisme et d'un dispositif d'identification nationale fiable et performant ; une base de données sur les entreprises, constituée à partir de tous les FAAA précédents ; une plate-forme électronique renforcée, pour le partage de l'information et la mise en réseau ; un programme de séminaires destinés aux cadres qui, en tant qu'outil de sensibilisation et de marketing, mettrait en valeur les attraits des deux régions dans le cadre du partenariat Sud-Sud ; et des conditions de base propices à la pérennisation d'un événement transformé en un processus.

Le FAAA doit relever un défi encore plus grand, notamment orienter le financement vers le secteur des PME africaines, avec pour objectif ultime de permettre l'accès de ces acteurs au marché et, ainsi, de faciliter le commerce Sud-Sud. Les forums à venir devront consolider les avancées accomplies dans la perception de l'Afrique comme destination viable et rentable pour les entreprises. Il faut pour cela apporter davantage d'informations et faire tomber les *a priori* négatifs. La série de FAAA peut avoir un effet catalyseur et accroître la capacité des PME et des femmes africaines chefs d'entreprise à participer réellement aux flux mondiaux d'échanges et d'investissement, et surtout à tirer parti des nouveaux schémas commerciaux avec l'Asie.

## Références

- Africa and the Millennium Development Goals Update (2007), Published by the United Nations Department of Public Information. DPI/2458. New York, USA.
- Africa Investor (Jan.-Feb. 2007), *Tokyo means business for Africa's small business*, London, UK.
- Broadman, H. (2007), *Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier*, Washington, DC : The Bank Group .
- Final Report on the Fourth Africa-Asia Business Forum (2007), New York, USA.

The TICAD Exchange Network is developed and managed by the TICAD UNDP/Africa Bureau with technical support by UNIDO and fully sponsored by the Government of Japan.

TICAD/UNDP Africa Bureau Brochure (2005), *Forging Strategic Partnerships for Africa's Development*. New York, USA.

Toyoshima, Toshihiro, Yutaka Yoshino, Chad Leechor (2004), *Patterns of Africa-Asia Trade and Investment: Potential for Ownership and Partnership*, Washington, DC : The Bank Group.